

**Réunion des Hautes Parties contractantes
à la Convention sur l'interdiction ou
la limitation de l'emploi de certaines armes
classiques qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs
ou comme frappant sans discrimination**

24 novembre 2009

Original: français

Session de 2009**Genève, 12 et 13 novembre 2009****Compte rendu analytique de la 4^e séance**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 13 novembre 2009, à 15 heures

Président: M. Mbaye Sénégal**Sommaire**

Examen du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux (point 10 de l'ordre du jour)
(*suite*)

Examen et adoption du document final

Questions diverses

Clôture de la Réunion

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la Réunion seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 16 h 35.

Examen du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux (point 10 de l'ordre du jour) (CCW/GGE/2009-I/2, CCW/GGE/2009-II/2, CCW/MSP/2009/WP.1, CCW/MSP/2009/CRP.1) (*suite*)

1. **Le Président** présente la proposition de modification du mandat du Groupe d'experts gouvernementaux (CCW/MSP/2009/CRP.1, par. 40), qu'il a établie en tenant compte des diverses préoccupations exprimées par les délégations lors des consultations informelles tenues à ce sujet, dont les troisième et quatrième alinéas se lisent comme suit:

«Les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux seront appuyés par des experts compétents membres des délégations nationales.

Le Groupe d'experts gouvernementaux se réunira du 12 au 16 avril puis du 30 août au 3 septembre 2010.».

2. **M. Strohal** (Autriche), appuyé par **M. Turcotte** (Canada), propose de supprimer la mention «membres des délégations nationales» afin de ne pas exclure les experts des organisations internationales et de la société civile.

3. **M. Itzhaki** (Israël), appuyé par **M. Datla Bala** (Inde) et **M. Khokher** (Pakistan), souhaite revenir à la formulation employée précédemment, à savoir «Les travaux du Groupe seront appuyés par les experts militaires et techniques».

4. **M. Turcotte** (Canada) juge alors bon de préciser «experts militaires, techniques et humanitaires», parce qu'il est fermement opposé à une formulation qui placerait au premier plan les compétences militaires et techniques.

5. **M. Itzhaki** (Israël) dit que le terme «techniques» englobe déjà les compétences humanitaires.

6. **M. Strohal** (Autriche), appuyé par **M. Turcotte** (Canada) et **M^{me} Jáquez Huacuja** (Mexique), dit que si l'on juge nécessaire de préciser les domaines de compétence des experts, il y a lieu de le faire de façon exhaustive, en énonçant: «par les experts compétents tels que les experts militaires, techniques, juridiques et humanitaires».

7. **M. Mathias** (États-Unis d'Amérique) indique que si, initialement, on a cru bon de préciser «experts militaires et techniques», le but étant de faire comprendre aux autorités militaires que leur participation aux réunions était sollicitée et souhaitée, la mention ne s'impose plus désormais. Appuyé par **M. Datla Bala** (Inde), **M. Khokher** (Pakistan), **M. Itzhaki** (Israël) et **M. Pintér** (République tchèque), il propose de supprimer purement et simplement l'ensemble du paragraphe.

8. **M. Hoffman** (Allemagne), appuyé par **M. Datla Bala** (Inde) et **M. Turcotte** (Canada), propose de se contenter de la mention: «experts des questions intéressant les négociations».

9. **M. de Macedo Soares** (Brésil) rappelle que, le fonctionnement du Groupe d'experts gouvernementaux étant régi par un règlement intérieur, le paragraphe qui pose problème n'est pas pertinent et devrait être supprimé.

10. **Le Président**, se référant à la proposition faite par l'Allemagne, propose de modifier le paragraphe de sorte qu'il se lise: «Les travaux du Groupe seront appuyés par les experts des questions intéressant les négociations». En l'absence d'objection, le Président croit comprendre que la Réunion souhaite adopter le paragraphe tel que modifié.

11. *Il en est ainsi décidé.*

12. **M. Mathias** (États-Unis d'Amérique), appuyé par **M. Itzhaki** (Israël) et **M. Datla Bala** (Inde), demande, à des fins d'organisation et de planification, s'il est prévu que le Président du Groupe d'experts gouvernementaux tienne une semaine de consultations informelles. Il précise que les dates qui semblent le mieux convenir sont du 5 au 9 juillet 2010.

13. **M^{me} Jáquez Huacuja** (Mexique) fait observer que si les participants font preuve d'une réelle volonté politique, deux semaines devraient suffire pour parvenir à un texte de protocole.

14. **M. Strohal** (Autriche) dit que, le Président du Groupe d'experts gouvernementaux étant sur place, à Genève, il devrait pouvoir tenir des consultations informelles au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

15. **Le Président** confirme que le Président du Groupe d'experts gouvernementaux a toute latitude pour tenir des consultations informelles, et dit que pour l'heure, il lui semble inutile d'ajouter une quelconque précision à ce sujet. Il propose de passer à l'adoption du mandat du Groupe d'experts. En l'absence d'objection, le Président croit comprendre que la Réunion souhaite adopter le mandat tel que modifié.

16. *Il en est ainsi décidé.*

La séance est suspendue à 17 h 10; elle est reprise à 17 h 30.

Examen et adoption du document final (point 12 de l'ordre du jour)
(CCW/MSP/2009/CRP.1, en anglais seulement)

17. **Le Président** appelle l'attention sur le projet de rapport de la Réunion, publié sous la cote CCW/MSP/2009/CRP.1, ainsi que sur le document sans cote contenant les modifications apportées à ce projet et les documents présentant les coûts estimatifs des réunions de 2010 des Hautes Parties contractantes et du Groupe d'experts gouvernementaux, ces documents étant tous disponibles en anglais seulement. Il invite la Réunion à examiner le projet de rapport et les modifications y relatives section par section, avant de l'adopter dans son ensemble.

Section I (par. 1 à 9)

18. *La section I est adoptée.*

Section II (par. 10 à 16)

19. **Le Président** invite les délégations à signaler au Bureau toute erreur ou omission dans les listes d'États figurant dans les paragraphes considérés.

20. **M. Kolarov** (Secrétaire général de la Réunion) signale qu'il convient d'ajouter à la liste d'États mentionnés au paragraphe 11 les États ci-après: Cameroun, Colombie, ex-République yougoslave de Macédoine, Pérou et Togo. Il indique en outre qu'au paragraphe 12 il faut ajouter l'Afghanistan et supprimer la mention du Nigéria.

21. *Les paragraphes 11 et 12, ainsi complétés et corrigés, sont adoptés.*

22. *Les autres paragraphes de la section II sont adoptés sans modifications.*

Section III (par. 17 à 27)

23. **M. Van Donkersgoed** (Pays-Bas) signale qu'il convient de corriger la date mentionnée au paragraphe 24. Ainsi, il faut lire «13 novembre 2009» au lieu de «13 novembre 2008».

24. *Le paragraphe 24, ainsi corrigé, est adopté.*

25. *Les autres paragraphes de la section III sont adoptés sans modifications.*

Section IV (par. 28 à 46)

26. *Les paragraphes 28 à 46 de la section IV sont adoptés.*

Questions diverses (point 13 de l'ordre du jour)

27. **Le Président** note qu'aucune délégation ne souhaite prendre la parole au titre de ce point de l'ordre du jour.

Clôture de la Réunion

28. **Le Président**, constatant que la Réunion de 2009 des Hautes Parties contractantes a ainsi achevé ses travaux, remercie toutes les délégations pour leur coopération et leur soutien.

29. **M. Nash** (Coalition contre les armes à sous-munitions) dit que la semaine écoulée a été très encourageante en ce qui concerne les armes à sous-munitions. Deux pays ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions, ce qui porte à 103 le nombre de signataires et à 24 le nombre de ratifications.

30. Bien que la Coalition contre les armes à sous-munitions ne place pas les mêmes attentes dans la Convention sur certaines armes classiques que dans la Convention sur les armes à sous-munitions, laquelle est un instrument pratique et axé sur les résultats, le simple fait que tous les États maintiennent la question des armes à sous-munitions à l'ordre du jour international contribue à la prise de conscience mondiale du fait que ces armes suscitent des préoccupations particulières en raison de leurs effets sur les populations civiles.

31. La Coalition remercie l'Espagne d'avoir donné des renseignements actualisés sur les progrès accomplis à l'échelon national et d'avoir assumé les coûts d'adhésion à la Convention sur les armes à sous-munitions, de cessation de la production et de destruction de ses stocks. La Coalition engage vivement tous les États à suivre l'exemple donné par ce pays et à commencer à appliquer sans délai les dispositions de la Convention.

32. La Coalition s'associe au Comité international de la Croix-Rouge, à l'ONU et à un grand nombre d'États pour dire que le projet de protocole ne permet pas de faire face de façon urgente aux problèmes humanitaires que posent les armes à sous-munitions. Elle partage la préoccupation exprimée par un certain nombre de délégations, à savoir que les efforts faits pour élaborer un nouvel instrument juridiquement contraignant sur les armes à sous-munitions dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques ne doivent pas se traduire par une régression dans le domaine du droit international humanitaire ou par des conceptions juridiques contradictoires des armes à sous-munitions et des victimes de ces armes. La Coalition continuera de collaborer avec les États parties à la Convention sur certaines armes classiques en 2010 pour que leurs efforts contribuent à la réalisation des objectifs de la Convention sur les armes à sous-munitions.

33. Le Gouvernement indonésien accueillera prochainement à Bali un certain nombre de gouvernements de la région Asie-Pacifique dans le cadre d'une conférence relative à la Convention sur les armes à sous-munitions. La Coalition demande instamment aux signataires de la Convention de déposer sans délai leur instrument de ratification, de sorte que l'objectif des 30 ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur du texte soit atteint avant la fin de 2009.

34. La Coalition réfléchit avec l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge et un certain nombre d'États à la façon de marquer le dépôt du trentième instrument de

ratification. Elle espère vivement que des efforts collectifs seront faits pour célébrer l'entrée en vigueur de la Convention, qui devrait avoir lieu au milieu de l'année 2010.

35. La Coalition encourage tous les États à adhérer dès que possible à la Convention sur les armes à sous-munitions et à prendre des mesures nationales, telles qu'une interdiction des transferts ou un moratoire sur l'utilisation de ces armes, ainsi qu'à redoubler d'efforts pour déminer les zones contaminées par ces armes et aider les victimes, leur famille et la communauté qui les entoure.

36. **M. Goose** (Human Rights Watch), apportant son appui à la déclaration faite par M. Nash au nom de la Coalition sur les armes à sous-munitions, souligne les contrastes qui s'accroissent entre la Convention sur certaines armes classiques, dans le cadre de laquelle les négociations sur un nouveau protocole relatif aux armes à sous-munitions s'enlisent, et la Convention sur les armes à sous-munitions, qui est un instrument complet et ambitieux. Il engage instamment tous les États à adhérer à cette dernière ou, à défaut, à prendre des mesures concrètes pour lutter contre les effets des armes à sous-munitions.

37. **M. Hoffmann** (Allemagne), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, dit que la session de travail a été particulièrement intéressante et fructueuse et qu'elle a une fois encore démontré la vitalité de la Convention sur certaines armes classiques.

38. Après les remerciements d'usage, **le Président** prononce la clôture de la Réunion.

La séance est levée à 17 h 55.